

Convention collective départementale

IDCC : 1627. – **INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE
ET DES CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
(CLERMONT-FERRAND ET PUY-DE-DÔME)**

(17 janvier 1992)

(Bulletin officiel n° 1992-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 7 octobre 1992,
Journal officiel du 16 octobre 1992)*

■ *Journal officiel* du 9 février 2010

**Arrêté du 1^{er} février 2010 portant extension d'accords conclus dans
le cadre de la convention collective des industries de la
métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-
Ferrand et du Puy-de-Dôme (n° 1627)**

NOR : MTST1003189A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 2 février 2009, portant extension de la convention collective des
industries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-
Ferrand et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992 ainsi que des
textes qui l'ont modifiée et complétée ;

Vu l'accord du 3 novembre 2009 sur les taux effectifs garantis annuels
conclu dans le cadre de la convention collective susvisé ;

Vu l'accord du 3 novembre 2009 sur les salaires minimaux hiérarchiques
conclu dans le cadre de la convention collective susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 30 décembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries de la métallurgie et des constructions mécaniques de Clermont-Ferrand et du Puy-de-Dôme (4 annexes) du 17 janvier 1992, tel qu'étendu par arrêté du 7 octobre 1992, modifié par l'accord du 3 mai 1993 et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 3 novembre 2009 sur les taux effectifs garantis annuels conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 3 novembre 2009 sur les salaires minimaux hiérarchiques conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).